

DEPARTEMENT DU NORD
COMMUNE DE BONDUES



Extrait du Registre des Délibérations
Du Conseil Municipal

Le jeudi 20 juin 2024 à 19 h 00, le Conseil Municipal s'est réuni en mairie, sous la présidence de M. le Maire.

Date de la convocation : le 14 juin 2024 - Nombre de membres en exercice : 33

Présents : M. Patrick DELEBARRE, Maire, Mme Anne-Catherine DERVILLE, M. Bernard JEAN-BAPTISTE, Mmes Juliette de BAROLET, Danièle DELBECQUE, M. Didier DUPE, Mme Marie VANOYE, MM. Xavier BASSELET, John EVLARD, Adjoints au Maire, Mme Marie-Paule LEPERS, M. Bernard CAUDAL, Mme Annie HUS, M. Martin LEPOUTRE, Mme Marie-Andrée SION, MM. Vincent DELANNOY, Pierre-Yves HEBBINCKUYS, Mmes Marie DUCATTEAU, Béatrice LAURENCEL, Audrey DASSONNEVILLE, Stéphanie COMPERE, Aurélie DESQUENNE, MM. Pierre DELZENNE, Nicolas CARLIN, Mme Laura NAESSENS, M. Jean-Pierre LEMAI, Mme Francine VANCAEYZEELE, M. Laurent GHEYSENS

Absents excusés (ayant donné pouvoir) : M. Eric DESREUMAUX (à Mme Anne-Catherine DERVILLE), Mme Nathalie HERBAUX (à M. Didier DUPE), M. Philippe LEMPIRE (à Mme Laura NAESSENS)

Absents : Mme Dorothée GENASI, M. Antoine DHALLUIN, Mme Véronique DIERICKX

N° 24-2-5

Ressources humaines

Adhésion à la convention de participation
à la protection sociale complémentaire
souscrite par le CDG59
dans le domaine de la prévoyance
Participation pour les agents adhérents
au contrat prévoyance collectif

Rapport de M. le Maire,

La réforme de la protection sociale complémentaire (PSC) dans la fonction publique territoriale, initiée par l'ordonnance n°2021-175 du 17 février 2021, place la couverture des risques prévoyance et santé des agents au premier plan de la responsabilité des employeurs publics territoriaux.

En cas d'incapacité de travail, d'invalidité, d'inaptitude ou de décès, le contrat « prévoyance » permet à l'agent de bénéficier d'une complémentaire destinée à compenser la perte de la rémunération lors d'un passage à demi-traitement ou lors de l'épuisement par l'agent de ses droits à maintien de rémunération.

La participation financière des employeurs publics territoriaux à la prévoyance de leurs agents est obligatoire à partir du 1^{er} janvier 2025.

L'accord collectif national signé le 11 juillet 2023 par l'ensemble des associations représentatives d'employeurs territoriaux et des organisations syndicales représentatives de la fonction publique territoriale prévoit une adhésion obligatoire des agents à un contrat collectif proposé par la collectivité. L'Etat s'est engagé à transposer cet accord.

A l'issue d'une procédure de consultation, le centre de gestion du Nord a souscrit une convention de participation pour les risques prévoyance auprès de Collecteam – Generali Vie à laquelle les collectivités peuvent adhérer.

Ceci étant exposé, M. le Maire propose :

- d'adhérer au 1^{er} janvier 2025 à cette convention, reprise en annexe, afin que les agents puissent y souscrire.;
- de participer au financement des contrats souscrits par les agents dans le cadre de la convention de participation conclue par le CDG59 pour le risque prévoyance à compter du 1^{er} janvier 2025 à hauteur de 20% du montant de référence fixé par le décret n°2022-581 du 20 avril 2022, soit un montant minimal de 7€ mensuel par agent. Ce montant sera automatiquement révisé en fonction de l'évolution des textes qui s'y rapportent ;
- de l'autoriser à signer tout document découlant de l'adhésion et de la participation susmentionnées ;
- d'inscrire les crédits nécessaires au budget.

Travaux préparatoires :
CST du 28/05/2024
Commission 1 du 11 juin 2024

Vote à l'unanimité



Le Conseil
Adhère à la proposition ci-dessus
Ainsi fait et délibéré en séance du Conseil
Certifié conforme
Le Maire